

L'Adresse—M. Broadbent

assuré qu'elle ne recherchera pas une expansion supplémentaire pour aboutir à une capacité inutilisée de 40 p. 100. Nous avons alors dit et je le répète maintenant, que nous ne sommes pas d'accord avec cette concession fiscale de 1 milliard 200 millions de dollars faite aux sociétés, non parce qu'il s'agit d'une concession fiscale faite au secteur des sociétés—car chaque personne sensée sait pertinemment que dans le monde actuel un gouvernement doit avoir une politique fiscale à l'égard de ces sociétés—mais parce qu'il s'agissait d'une mauvaise politique choisie à un moment inopportun. Si elle était mauvaise le printemps dernier alors que notre économie fonctionnait à 80 p. 100 de sa capacité de production, elle est tout aussi mauvaise cet automne alors qu'elle ne fonctionne qu'à seulement 83 p. 100 de sa capacité.

Dans le discours du trône d'hier, nous avons appris que le gouvernement va encore persister dans cette aberration économique. Le premier ministre pose parfois une question oratoire légitime et nous demande ce que nous ferions, nous qui sommes finauds et qui nous permettons tant de critiques.

● (1802)

La question de l'économie me chiffonne, et j'y reviendrai. Dans son argumentation aujourd'hui, le premier ministre a délibérément mis en contraste l'économie et l'unité nationale; c'est bien dans sa veine habituelle. D'une part, nous avons un problème, celui de l'unité nationale, et de l'autre, celui de l'économie, d'après le premier ministre. Mais on ne peut les distinguer ainsi, et si je comprends bien le chef de l'opposition officielle (M. Clark), il est bien de cet avis: l'un est solidaire de l'autre.

Le ministre d'État (santé et sport amateur), le député de Skeena (M^{me} Campagnolo), m'a dit lorsque nous parlions hier soir du chômage, que dans sa circonscription, en Colombie-Britannique, le taux de chômage était de 30 p. 100. Je ne révèle là aucun secret. Dans le nord de l'Ontario, 4,000 ou 5,000 travailleurs ont été mis à pied à Sudbury. Dans le sud de l'Ontario, de ville en ville, et je parle ici de la région allant de Windsor, à l'ouest, jusqu'à Sainte-Thérèse au Québec, à l'est, on pourrait créer pour les Canadiens 20,000 emplois supplémentaires, 20,000 emplois qui pourraient être créés, et non pas au moyen de quelques programmes à long terme plus ou moins farfelus, mais simplement parce que le gouvernement ferait son travail. S'il avait respecté les engagements du pacte de l'automobile, et s'il n'avait pas accordé plus de 300 millions de déductions aux compagnies automobiles, comme il l'a fait ces dernières années, s'il n'avait pas manqué à tous ses devoirs en ce qui concerne les besoins de l'emploi, nous aurions aujourd'hui 20,000 emplois de plus.

Vous pouvez passer d'une province à l'autre au Canada, secteur par secteur, et les problèmes sont là. Je voudrais dire ce que nous pouvons faire pour régler certains d'entre eux. Mais ce que je trouve de révoltant, dans le discours du trône du premier ministre, et je suis sûr qu'il en est de même pour des centaines de milliers de Canadiens, c'est qu'on n'y indique nulle part ce que le gouvernement entend faire pour certains de ces secteurs. C'est le cas par exemple, de la pêche, dans la région de l'Atlantique. Pourquoi n'établissons-nous pas ce que les pêcheurs demandent depuis longtemps, c'est-à-dire une commission nationale de commercialisation du poisson? Si ce mécanisme peut aider les producteurs de blé des Prairies, et s'il a multiplié les ventes pour nos familles des Prairies, dans le

secteur agricole, il en irait sûrement de même pour le poisson. Les pêcheurs de la côte est en souhaitent la création. Pourquoi faire la sourde oreille?

En ce qui a trait à l'industrie du textile, qui est mal en point, 60 p. 100 des travailleurs de ce secteur vivent et travaillent dans la province de Québec. A notre avis, on devrait geler au moins pour trois ans le niveau des importations dans ce secteur au niveau de 1975. Trois ans nous donneraient le temps de moderniser l'industrie et d'y créer des emplois à long terme.

Dans le domaine de la construction navale, une solution évidente s'impose à nos yeux. Soixante p. 100 des bateaux qui sortent de nos chantiers navals aujourd'hui sont vendus sur les marchés d'exportation. Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) s'est complu à le répéter à propos de tous les secteurs aujourd'hui, c'est un marché lent. Nous avons calculé que les emplois maintenant menacés pourraient fort bien être maintenus si le gouvernement, par le biais de ses ministères, passait des commandes à l'avance et faisait savoir aux sociétés de construction navale du secteur privé de quel genre de bateaux il a besoin pour faire respecter notre limite de 200 milles. D'autre part, cela entraînerait la construction de nouveaux navires et bateaux pour nos pêcheurs. S'il y avait une coordination entre les services gouvernementaux, ils pourraient, de cette façon, satisfaire à leurs propres besoins.

Le premier ministre a débité des généralités et des platitudes sans admettre que ce dont nous avons besoin, c'est que le gouvernement du Canada adopte un nouveau genre de politiques économiques. Les Canadiens commencent à se rendre compte que les problèmes actuels du pays sont causés par une politique qui remonte au temps de l'honorable C. D. Howe. La raison pour laquelle nous avons des problèmes, c'est que chaque village et chaque ville du pays s'appuie, en un sens, sur une économie erronée fondée uniquement sur l'exportation des matières premières.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Elle a été fondée sur l'exportation de matières premières, et celles-ci s'épuisent. Les matières premières s'épuisent et lorsque la demande mondiale diminue, nous en subissons les conséquences.

Que nous faut-il de façon générale pour faire face à cette situation? Si le gouvernement du Canada n'est pas disposé à écouter le Nouveau parti démocratique du Canada, je l'invite alors à s'adresser aux Japonais, aux Français, aux Allemands de l'Ouest et aux Scandinaves. Il constatera que tous ces pays procèdent à la planification des investissements, ce qui n'est guère révolutionnaire. La participation des gouvernements nationaux de tous ces pays à la prise de décisions économiques est très importante particulièrement au niveau du contrôle des investissements.

Depuis des années, notre parti ne cesse de préconiser une planification économique nationale. Si le gouvernement actuel ne veut pas nous voler cette idée, qu'il se tourne vers l'étranger et prétende alors la tenir de quelqu'un d'autre. Ce genre de planification est essentielle si nous voulons nous sortir du pétrin dans lequel nous nous trouvons.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Nous voulons un engagement réel et ferme en ce qui concerne la création d'emplois. Je ne prétends pas que cela peut se faire d'un jour à l'autre. Nous avons présenté un programme à court terme en trois ou quatre points qui, s'il